



Article scientifique

Article

2004

Published version

Open Access

This is the published version of the publication, made available in accordance with the publisher's policy.

---

## Guerre et sociologie du risque

---

Baudoui, Remi

### How to cite

BAUDOUI, Remi. Guerre et sociologie du risque. In: Cahiers internationaux de sociologie, 2004, vol. 114, p. 161–174. doi: 10.3917/cis.114.0161

This publication URL: <https://archive-ouverte.unige.ch/unige:12094>

Publication DOI: [10.3917/cis.114.0161](https://doi.org/10.3917/cis.114.0161)

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

[http://www.cairn.info/article.php?ID\\_REVUE=CIS&ID\\_NUMPUBLIE=CIS\\_114&ID\\_ARTICLE=CIS\\_114\\_0161](http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=CIS&ID_NUMPUBLIE=CIS_114&ID_ARTICLE=CIS_114_0161)

---

## Guerre et sociologie du risque

par Rémi BAUDOÛI

| Presses Universitaires de France | *Cahiers internationaux de sociologie*

2003/1 - n° 114

ISSN 0008-0276 | ISBN 21305337340 | pages 161 à 174

---

Pour citer cet article :

– Baudouï R., Guerre et sociologie du risque, *Cahiers internationaux de sociologie* 2003/1, n° 114, p. 161-174.

---

Distribution électronique Cairn pour Presses Universitaires de France .

© Presses Universitaires de France . Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# GUERRE ET SOCIOLOGIE DU RISQUE

par Rémi BAUDOÛI

## RÉSUMÉ

*La sociologie du risque apparaît être un domaine scientifique pertinent pour conduire l'étude des guerres et l'analyse des conditions de l'action d'urgence en situation extrême. Même si la guerre a longtemps relevé d'un épiphénomène pour la sociologie, les évolutions récentes des conflits armés renvoient précisément à la production d'effets induits tels que la définit la sociologie du risque dans le champ environnementaliste. La guerre ne peut désormais plus être analysée comme la seule relation entre des objectifs recherchés et des résultats acquis. Elle est plus que jamais un rapport entre des objectifs et une somme d'effets induits. Les conditions de « sortie » de guerre relèvent de modalités spécifiques de gestion de crise qui doivent intégrer les enjeux de gestion des incidences du conflit au plan social, humain et technologique.*

Mots clés : Environnement, Effets induits, Crises et sortie de guerre, Résilience, Dynamique de crise.

## SUMMARY

*The sociology of risk appears as a relevant scientific field for the study of wars and the analysis of the conditions of urgent action in emergency cases. If war has long maintained but distant relationships with sociology, the recent developments of armed conflicts precisely refer to the production of consequences such as defined by the sociology of risk in the environmentalist field. From now on, war can no longer be analyzed as an only link between goals and achievements, but, more than ever, as a connection between goals and a sum of consequences. War « end » conditions are related to specific aspects of emergency management which must allow for the impact of the conflict on the social, human and technological issues at stake*

Key words : Environmental risk, Risk and war, Wartime and damage, Resilience, Crisis dynamics.

## INTRODUCTION

Pour la géostratégie, la guerre ne saurait exister par elle-même. Clausewitz la définit d'abord comme une relation et des ajustements entre la fin politique (*Der Zweck*) et le but de la guerre (*Das Ziel*). Elle est la continuation de la diplomatie et de la politique par d'autres moyens. Elle présuppose une intervention dans l'espace inscrite dans le temps déterminé du conflit et de la sortie de la guerre. Avec le xx<sup>e</sup> siècle, les conflits armés ont toutefois acquis des formes inédites. La chute du mur de Berlin et l'effondrement du bloc soviétique ont signifié la fin d'un ordre mondial bipolaire établi sur la dissuasion nucléaire. L'hypothèse de l'apocalypse atomique a cédé la place à un univers fragmenté de nouveaux conflits qui dépassent le cadre de l'affrontement entre États-nations. Selon les enjeux stratégiques et géopolitiques régionaux des grandes puissances, les modalités des conflits ne sont guère identiques entre belligérants. « Guerres de pays riches », « guerres de pays pauvres » ou « guerres entre pays riches et pays pauvres » se juxtaposent sur la planète. Témoin des replis communautaires et ethniques, les guerres locales – de la guérilla à la guerre de libération nationale – revêtent une importance nouvelle.

En évoluant dans leurs fondements et leurs modalités, les conflits présents nous obligent à mettre en cause les anciens cadres d'analyse. Les formes de la guerre sont infinies au point de rendre caduque toute élaboration de typologies<sup>1</sup>. L'espace de la guerre ne connaît plus de limite, comme en témoignent les efforts des organisations interétatiques pour fonder un droit humanitaire international et le conforter dans le cas de crises majeures par la définition de périmètres de protection des populations civiles. En ne se définissant plus dans la relation entre des buts et des moyens, les conflits actuels s'inscrivent dans la durée, sans que s'esquisse *ipso facto* l'ébauche de solutions en matière de gestion de crises et de retour à la paix. La défaillance des puissances étatiques engendre l'émergence d'économies de guerre qui font du conflit le mode banal de la gouvernance des territoires à long terme<sup>2</sup>.

Penser la guerre redevient une nécessité<sup>3</sup>. C'est en l'interrogeant qu'il pourrait être possible de réfléchir aux conditions à réunir pour

1. Claude Raffestin, Regards sur les conflits contemporains dans le monde, in *Urbicide et urgence* (sous la dir. de Rémi Baudouï et d'Anna Grichting), colloque organisé par l'Université de Genève, à paraître, juin 2003.

2. (Sous la dir. de François Jean et Jean-Christophe Ruffin), *Économie des guerres civiles*, Paris, Hachette, 1996.

3. Dossier : Penser la guerre aujourd'hui, in *Cahiers de la Villa Gillet*, Gémenos, La fosse aux ours, n<sup>o</sup> 16, avril 2002, p. 75-151.

que l'achèvement du conflit devienne un objectif réaliste<sup>1</sup>. Dans le langage expert des organisations internationales, la terminologie de « sortie de guerre » revêt une importance cruciale. Au-delà des vœux pieux, cette injonction rencontre sur le terrain maints obstacles. Ces difficultés ne sont pas indépendantes des faiblesses conceptuelles qui marquent le champ de l'analyse des guerres. Ces dernières s'illustrent dans le paradoxe suivant : la guerre a été à la fois trop pensée et en même temps insuffisamment pensée. Le trop-pensé est à porter au crédit d'un ensemble d'acteurs et dispositifs qui, en postulant dans la tradition de l'*art militaire*, que la guerre se déploie dans des formes singulières qui lui sont propres, revendique l'existence d'un champ scientifique autonome doté d'outils conceptuels auto-suffisants. Récemment, la géostratégie ou la géopolitique ou encore de manière plus caricaturale la *polémologie* revendiquée par le sociologue Gaston Bouthoul comme la construction d'une science véritable de la guerre<sup>2</sup>, ont construit une vision systémique de la guerre, réduite aux seuls déterminants physiopsychologiques ou socio-économiques. L'envers immédiat du trop-pensé réside dans la difficulté à analyser la guerre avec des outils et des méthodes qui permettraient de prendre la pleine mesure des bouleversements qu'elle opère dans ses territoires. Au cours du xx<sup>e</sup> siècle, les sciences sociales ne sont pas parvenues à faire de la guerre un objet de recherche. En réduisant la catégorie du politique à l'événementiel, le structuralisme détient sa part de responsabilité. En privilégiant l'étude des liens sociaux, la sociologie s'interdit de poser la guerre comme un fait social à part entière<sup>3</sup>.

Analyser un « non-objet des sciences sociales » justifie de nouveaux investissements méthodologiques. Comprendre la guerre requiert en préalable de s'interroger sur les apports potentiels et novateurs d'autres domaines des sciences sociales afin de se doter de systèmes d'analyse éprouvés par ailleurs. Au-delà des apories méthodologiques et impasses épistémologiques dans lesquelles on se trouve aujourd'hui, il importe de reconsidérer la guerre dans la multiplicité de ses phases et de ses incidences. De ce point de vue, les apports de la sociologie des risques s'avèrent précieux.

1. Lucien Guirlinger, « Penser la guerre - penser la paix : pertinence et désirabilité d'une exigence, in *Penser la guerre, penser la paix*, Vendôme, Éditions Pleins Feux, 2001, p. 13 à 15.

2. Gaston Bouthoul, *Les guerres, éléments de polémologie*, Paris, Payot, 1949.

3. Voir à ce sujet (sous la coordination de Jacques Lévy et Jean-Claude Ruano-Borbalan), *De la guerre, un objet pour les sciences sociales, Espaces-Temps*, n° 71-73, 3<sup>e</sup> trimestre 1999 ; et voir plus précisément Jean-Claude Ruano-Borbalan, *Un non-objet pour les sciences sociales*, p. 7 à 20.

LA PLACE DE LA GUERRE DANS LE CHAMP  
DE L'ANALYSE SOCIOLOGIQUE

*Les impasses épistémologiques de la polémologie*

Dans la perspective de l'étude des changements sociaux, la sociologie s'est saisie des questions de la violence, du conflit et du sacrifice dans les sociétés contemporaines. La relation entre l'expérience individuelle et l'expérience collective a sous-tendu ces recherches. La guerre, par le drame qu'elle inaugure et l'irrationalité apparente qu'elle présuppose dans la relation entre individu et collectivité ou dans le champ des comportements collectifs ne peut être définie comme un phénomène social à part entière digne d'intérêt. En la rabattant du côté de l'événement au détriment de celui de l'expérience collective, la sociologie s'est dessaisie de toute ambition d'analyse des conflits armés, renvoyés au seul champ de l'histoire politique et/ou militaire. Ce constat est ancien. Il est à l'origine des efforts promus au milieu du *xx*<sup>e</sup> siècle par Gaston Bouthoul, juriste et philosophe, autoproclamé sociologue, pour saisir la guerre en tant que fait social et l'ériger en discipline scientifique. Dans le traumatisme issu du choc de la Deuxième Guerre mondiale, l'élaboration d'une science de la guerre, intitulée *polémologie* ambitionnait de fournir aux hommes d'État, politologues et diplomates, un corps de connaissances objectives sur la paix et la guerre, afin d'aider les élites à conduire à bon port les peuples et les nations<sup>1</sup>. La revendication de ce but porte en elle-même l'échec de l'entreprise. Teintée d'un fort positivisme, la polémologie postule une relation directe entre la compréhension des conflits et leur prévention. Ce projet naïf qui fait de la connaissance le moteur direct du progrès de l'humanité interdit de penser la guerre comme un domaine à part entière du champ du politique et des rapports de force entre groupes sociaux ou entre classes sociales. La polémologie dépolitise l'objet guerre en faisant d'autorité l'impasse sur les stratégies des acteurs qu'ils soient institutionnels ou non, des groupes de pression et des intérêts divergents des groupes sociaux. Bien qu'élaborée en pleine Guerre froide, elle évacue l'analyse des idéologies comme substrat du bellicisme des États-nations. Pour parvenir à ses fins, elle écarte toute étude sociologique des acteurs institutionnels et politiques. Elle privilégie la globalité et la récurrence plutôt que la spécificité et la différence. Pour rendre compte de la guerre comme une *des formes de passage concevable de la vie sociale*, Gaston Bouthoul cons-

1. Gaston Bouthoul, *Essai de polémologie*, Paris, Denoël/Gonthier, 1976, p. 15.

truit son objet en référence à la seule psychologie collective. C'est pourquoi il s'interroge sur toutes les formes des manifestations de violence collective qui caractérisent le monde afin d'élaborer un tableau de la périodicité des conflits armés qui, pour lui, varient selon la nature des civilisations et les structures politiques. À partir de l'élaboration de son modèle, Gaston Bouthoul pensait parvenir à qualifier la nature des indices démographiques, géopolitiques et économiques qui conduisent à des attitudes belliqueuses. La polémologie fut une impasse scientifique. Gaston Bouthoul ne parvint ni à se défaire de sa propre subjectivité sur les origines psychologiques des guerres ni de ses prédicats sur leurs logiques de déroulements. Tout au long de son œuvre, il fut dans l'incapacité de dépasser une forme de prophétisme faisant de la guerre un mal dommageable mais néanmoins revendiqué comme nécessaire<sup>1</sup>. Au demeurant, il fut dans l'impossibilité de mettre à l'épreuve son modèle d'analyse des guerres par des enquêtes de terrain menées dans le cadre de conflits bien réels. Jusqu'au début des années 1980, le fondateur de l'Institut français de polémologie cherchera vainement à produire une grille méthodologique de classification et d'analyse des conflits armés dans le monde<sup>2</sup>. Par sa dimension universelle et la diversité infinie de ses formes, la guerre ne peut en aucun cas être réduite à quelques catégories systémiques de l'analyse scientifique.

### *Des approches sociologiques diversifiées de la guerre*

L'inflation éditoriale des ouvrages publiés sur la guerre et le terrorisme depuis les attentats du 11 septembre ne saurait masquer l'extrême hétérogénéité de leurs modes d'analyse. Elle témoigne de notre impossibilité présente mais aussi passée à identifier une approche sociologique dominante des conflits armés. Conscients de cette difficulté, bien des auteurs ont légitimé l'apport novateur de leurs travaux dans d'autres champs mieux circonscrits. En observateur avisé des pluralités infinies des formes de la guerre moderne, Raymond Aron avait d'abord souhaité que ses travaux soient examinés et débattus dans le champ des sciences politiques américaines. Lorsqu'il s'interroge aujourd'hui sur le terrorisme, René Girard situe ses réflexions dans la continuité des analyses anthropologiques

1. Gaston Bouthoul, *Sauver la guerre*, Paris, Grasset, 1962.

2. Gaston Bouthoul, René Carrère et Jean-Louis Annequin, *Guerres et civilisations, Les Cahiers de la fondation pour les études de défense nationale*, supplément au n° 4, Cahier n° 14, 1979, 190 p.

sur le mimétisme et le meurtre collectif contenues dans *La violence et le sacré*<sup>1</sup>. Georges Balandier inscrit la guerre et le terrorisme dans l'affrontement ritualisé tragique et spectaculaire de l'ordre et du désordre<sup>2</sup>. En se consacrant à l'analyse des causes du désintérêt de la sociologie pour l'analyse de guerres<sup>3</sup>, Anthony Giddens a offert à la communauté scientifique de nouvelles pistes pour rendre intelligibles les conflits armés. Son interrogation sur *la réflexivité de la modernité* engagée en avril 1988 dans un séminaire de l'Université de Stanford a bénéficié des analyses d'Ulrich Beck publiées deux ans auparavant sur la société du risque<sup>4</sup>. En effet, l'ouvrage du sociologue allemand s'ouvre sur une analyse des catastrophes historiques du xx<sup>e</sup> siècle qui le conduit à juxtaposer dans un même élan les deux guerres mondiales, Auschwitz, Nagasaki et les catastrophes environnementales de Bhôpal et Tchernobyl. En partant de l'hypothèse selon laquelle *la dynamique du danger* doit être considérée moins du point de vue d'une hypothétique extériorité à la société affectée que de celui de son intériorité, Ulrich Beck ouvre une brèche importante dans la difficulté de penser la guerre du point de vue sociologique. À l'opposé de Gaston Bouthoul, soucieux d'en faire un objet singulier, Ulrich Beck propose de la réinsérer dans le champ sociologique au nom de la réalité de son expérience. Au même titre que le risque de pollution appartient à la société industrialisée, la guerre est à considérer comme une menace civilisationnelle de la société mondiale. Ce postulat d'Ulrich Beck offre à Anthony Giddens les moyens d'incorporer la guerre dans ses analyses sur la globalisation sociétale de la fin du xx<sup>e</sup> siècle. Sa typologie des environnements à risques découle d'une nomenclature non exhaustive de menaces dans laquelle il range *la possibilité des guerres nucléaires, de catastrophes écologiques, d'explosions démographiques, de catastrophes économiques mondiales et autres désastres planétaires...*<sup>5</sup> L'apocalypse nucléaire est située au sommet de la *mondialisation du risque dans l'intensité* car elle est porteuse d'une transformation radicale des conditions environnementales. Dans la mesure où elle *peut menacer la survie de l'humanité*, Anthony Giddens l'a décrite comme *le danger potentiel le plus immédiat et le plus catastrophique de tous*. Bien

1. René Girard, *Celui par qui le scandale arrive*, Paris, Desclée de Brouwer, 2001, p. 15 et suiv.

2. Georges Balandier, *Le pouvoir sur scènes*, Paris, Balland, 1992, p. 102 et 103.

3. Anthony Giddens, *A Contemporary Critique of Historical Materialism*, vol. 2, *The Nation-State and Violence*, Londres, Polity Press, 1985.

4. Ulrich Beck, *Risikogesellschaft. Auf dem Weg in eine andere Moderne*, Frankfurt am Main, Suhrkamp Verlag, 1986.

5. Anthony Giddens, *The Consequences of Modernity*, Cambridge, Polity Press, 1990, trad. *Les conséquences de la modernité*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 131-132.

qu'il fasse peu de cas des autres sortes de conflits armés<sup>1</sup>, l'ouvrage *Les conséquences de la modernité* a offert l'opportunité d'insérer dès le début des années 1990 l'analyse des guerres dans le champ novateur de la sociologie du risque.

Les pistes ouvertes par Anthony Giddens n'ont guère été explorées. La sociologie du risque n'a pas été en mesure de saisir les transformations rapides que les conflits armés ont connues depuis la chute du mur de Berlin. Quelles peuvent en être les raisons ? La première explication tient à la sociologie du risque elle-même, d'abord soucieuse de circonscrire son domaine d'analyse au moment où elle cherchait à se constituer en domaine spécialisé. Comme s'il s'agissait de réfréner tout abus de ses concepts et méthodes, Ulrich Beck a souvent rappelé que la sociologie du risque était née de la seule réflexion sémantique construite autour de l'idée d'opposition entre société traditionnelle et société industrielle, et comment la société du risque avait été construite sur le constat de la fin des traditions. L'opposition entre nature et culture a fondé la définition du risque autour d'une notion environnementaliste qui n'était pas prise en considération par les acteurs de la transformation des économies et des sociétés<sup>2</sup>. La structuration du champ de la sociologie du risque en France depuis la parution en 1981 de *La civilisation du risque* de Patrick Lagadec jusqu'à la mise en œuvre en 1994 par le CNRS d'un programme *Risques collectifs et situations de crise* animé par Claude Gilbert conforte ces analyses. En envisageant la gestion des risques à partir de la seule responsabilité des experts et politiciens, en affichant des ambitions scientifiques dans le domaine de la sécurisation des installations industrielles et la gestion hiérarchisée des agencements de savoirs et compétences du monde de la production et de la sécurité, les spécialistes du risque se sont interdit de remettre en cause la délimitation de leurs objets d'études<sup>3</sup>.

Les explications sur la difficulté de la sociologie du risque à penser la guerre sont également extérieures au champ. L'une d'entre elles tient à ce que, du point de vue de la théorie de l'action, le risque environnemental relève moins de l'ordre intentionnel que de ce que l'on ne pouvait ni prévoir et encore moins analyser au-delà

1. Et pour cause, au moment où Anthony Giddens rédige ses conférences, la chute du mur de Berlin n'ayant pas encore eu lieu, la représentation de la guerre reste inscrite dans une vision géopolitique bi-polaire est-ouest.

2. Ulrich Beck, *Politics of risk society*, in *The politics of Risk Society* (Jane Franklin Editor), Cambridge, Polity Press, 1998, p. 9 et 10.

3. Voir à titre d'exemple (sous la dir. de C. Dourlens, J.-P. Galland, J. Theys, P. A. Vidal-Naquet), *Conquête de la sécurité, gestion des risques*, Paris, L'Harmattan, 1991.

de la mise en œuvre de systèmes et dispositifs de sécurité. En ce sens, la représentation dominante du modèle de Clausewitz de la guerre moderne qui présuppose une forte corrélation entre les objectifs politiques et les moyens militaires à déployer pour remporter la victoire a empêché pendant longtemps de lire les conflits armés comme une somme d'aléas et d'incertitudes pouvant conduire à des désastres de nature écologique. En n'étant pas propre à la modernité mais inhérente à toutes les civilisations, la guerre n'a pu être identifiée comme fait social spécifique des sociétés contemporaines. La représentation commune de guerres *technologiques* entretient l'illusion de guerres maîtrisées du point de vue des techniques mises en œuvre, de « guerres propres » – sans conséquences humaines – « le zéro mort » – et sans dommages environnementaux apparents. L'abus par les médias de termes euphémiques directement importés du langage expert des stratèges militaires – au rang desquels prennent place « les dommages collatéraux » – conforte l'étrange sensation de « déréalisation » de la guerre déjà mise en œuvre par le refus des acteurs de délivrer à la presse toute image trop réaliste du terrain des hostilités<sup>1</sup>.

#### LES NOUVEAUX CONFLITS ARMÉS COMME RISQUE ORDINAIRE DE LA MODERNITÉ

Cette affirmation de principe ne peut être considérée comme anodine. Elle ne saurait être interprétée comme un présupposé qui tendrait à penser la guerre comme un événement banal<sup>2</sup>. Même si la guerre est aussi ancienne que l'humanité, il semble néanmoins possible de la définir en relation étroite avec les transformations des sociétés contemporaines. Les guerres d'aujourd'hui possèdent des caractères inédits qui nous offrent l'opportunité de les assimiler aux autres risques de la modernité. Ce raisonnement s'appuie sur la conviction que les enjeux de la connaissance de la guerre, notamment du point de vue de ses interactions avec le territoire et les populations qui en sont les victimes, ne peut s'éclairer ni par le seul registre de la tactique et de l'art de la guerre ni par la seule analyse

1. Jean Baudrillard, *La guerre du Golfe n'a pas eu lieu*, Paris, Galilée, 1991.

2. La seule acception possible de la guerre comme banalité serait celle qui étendra les analyses d'Hannah Arendt sur la radicalité du mal conduites à partir de l'analyse du comportement d'Eichmann dans la mise en œuvre de la solution finale. La banalité de la guerre moderne reposerait dans l'écart qui existe entre l'application de procédés techniques massifs de destruction et l'impossibilité de penser la guerre autrement qu'en termes de finalités et de résultats (Hannah Arendt, *Eichmann à Jérusalem : rapport sur la banalité du mal*, Paris, Gallimard, 1966).

géopolitique et géostratégique. Ce postulat fait l'hypothèse que sous peine d'aménagements et agencements de circonstance, les conditions de l'action d'urgence en situation de guerre sont soumises aux mêmes logiques et catégories de l'action analysées par la sociologie du risque dans les contextes de désastres naturels ou industriels. C'est en tout cas précisément ce qu'expriment aujourd'hui communément certains organismes internationaux et ONG humanitaires qui se refusent à dissocier en termes d'action les situations à traiter relevant de catastrophes naturelles ou de conflits armés.

### *La guerre comme processus dynamique de crises*

Il existe une étroite relation entre les formes des guerres et leurs impacts sur les territoires et leurs habitants. Un conflit armé ne peut plus aujourd'hui être étudié du seul point de vue du rapport entre des objectifs stratégiques et les résultats sur le théâtre des opérations. Son analyse requiert d'évaluer l'ensemble des incidences produites dans le temps et dans l'espace, qu'elles aient été ou non réellement pensées et évaluées. C'est à ce point précis du raisonnement que la sociologie du risque est en mesure de contribuer à améliorer l'étude des conflits militaires. En effet, elle postule l'existence d'un écart entre des objectifs de croissance avoués et des contre-effets obtenus en matière d'exploitation de ressource, de pollution ou de dégradation de l'environnement. Elle rappelle qu'une société industrielle produit des effets induits qui résistent aux messages de maîtrise et de contrôle des situations de production énoncées par les acteurs publics et les agents privés. En prenant en considération cet écart entre l'objectif avoué et les effets induits, elle témoigne des similitudes existant entre un processus industriel de pollution environnementale et un conflit armé. À l'instar du désastre industriel, toute guerre, conventionnelle ou non, engage une dégradation de l'environnement qui se joue du temps pour déstructurer les espaces en termes de fonction, d'usage et d'accessibilité à des ressources. À l'exemple du risque industriel, la guerre doit moins être pensée en termes de moyens et résultats que comme un processus global sous-tendu par des dynamiques spécifiques qui peuvent aller jusqu'à s'autonomiser les unes par rapport aux autres dans le cours des événements. Cette analyse est à rapporter au concept de *dynamique de crise* forgé par Patrick Lagadec pour aborder les situations d'urgence et de désastre dans des situations de catastrophes industrielles. Ce dernier définit un processus de déstabilisation inhérent à la crise qui se caractérise à la fois par un déferlement de difficultés liées à l'avalanche de problèmes à résoudre et d'informations à donner ; par un dérèglement des procédures et des systèmes d'organisation

qui deviennent contre-performants et enfin par une mise en question des missions, des buts, des structures de base des systèmes ou sous-systèmes qui menacent en profondeur la vie des organisations concernées<sup>1</sup>.

Le modèle de la dynamique de la crise environnementale s'applique aisément aux processus de conflits militaires. Indépendamment de la substitution d'un pouvoir militaire au pouvoir civil de temps de paix, et quelle que soit par ailleurs la situation politico-militaire des pays belligérants, la guerre et la gestion militaire du théâtre des opérations dans les conflits contemporains dits de « faible intensité » apparaissent moins comme une somme de cohérences dans les processus décisionnels que comme une somme de dispositifs parcellisés pouvant aller jusqu'à l'enrayement des dispositifs offensifs. Dans ce cas, l'aléatoire revêt une place prépondérante au détriment de la cohésion d'ensemble. Ces remarques caractérisent bien aujourd'hui le champ complexe du devoir d'ingérence et de l'aide internationale dans un pays en guerre. Les comportements des forces internationales d'interposition chargées de garantir la paix entre belligérants, les différents conflits de la Somalie, de l'ex-Yougoslavie et du Rwanda ont eu raison de notre belle assurance sur leur capacité réelle à protéger en toutes circonstances les prisonniers de guerre et les populations civiles. Les problèmes de maintien de la paix sont incommensurables : multiplication des entraves sur le terrain au déploiement des forces internationales, difficulté de coordonner le travail de contingents militaires ne parlant pas la même langue, difficulté pour accéder à de l'information, perte de temps conséquente pour en vérifier le bien-fondé, trop forte mobilisation des hommes pour assurer la liberté des déplacements et la sécurité. Autant d'éléments qui peuvent expliquer les contre-performances sur le terrain, le doute quant aux missions et l'amoncellement de difficultés qui ne trouvent pas de solution et qui, accumulées, expliquent le pourrissement des situations, la fragmentation des processus décisionnels, la lassitude des militaires, la perte des objectifs initiaux et les contre-performances sur le terrain<sup>2</sup>. Les massacres de milliers de civils musulmans réfugiés à Srebrenica en juillet 1995 alors que l'ONU était supposée protéger cette enclave de Bosnie orientale sembleraient devoir s'expliquer par un enchaînement de responsabilités allant d'une appréciation erronée de la guerre en Bosnie-Herzégovine des responsables onusiens jusqu'à des formes d'indéci-

1. Patrick Lagadec, *États d'urgence. Défaillances technologiques et déstabilisation sociale*, Paris, Le Seuil, 1988, p. 36.

2. (Sous la dir. du général Jean Cot), *Opérations des Nations unies. Leçons de terrain*, Paris, Fondation pour les études de défense, 1995.

sion et d'attentisme de la part des militaires sur le terrain. À l'évidence, la *dynamique de crise* définie par Patrick Lagadec pour les situations environnementales s'applique aussi dans les situations militaires.

### *Les effets induits des guerres dans le champ environnemental*

Depuis le premier usage en 1931 par le Japon d'armes biologiques contre des civils lors de l'occupation de la Chine, les scientifiques ont appris à évaluer les dommages causés par l'emploi de ce type d'armements. Parler en termes d'effets directs ne peut suffire. Au-delà des destructions qu'un acte militaire occasionne, il s'avère nécessaire de prendre en considération les effets induits de l'événement, qui, en tant que tels, ne peuvent être ni estimés ni pris en considération au moment même de l'action militaire. Du reste, dans bien des cas, la catastrophe ne s'inscrit pas nécessairement dans l'instantanéité du conflit, mais peut se déclencher et prospérer en cycles autonomes bien longtemps après l'arrêt des hostilités. Aux États-Unis, la fin de la guerre du Viêt Nam a montré l'importance des phénomènes de déchéance sociale des vétérans, traumatisés et inaptes à être réintégrés par la société américaine. Récemment la polémique née de l'usage de munitions à uranium appauvri dans les guerres du Golfe, de Bosnie et du Kosovo et corrélativement les décès suspects d'anciens combattants qui pourraient résulter de trop fortes expositions aux rayonnements ionisants rendent compte de la prise de conscience par l'opinion publique des effets de risque induits que comporte toute guerre technologique<sup>1</sup>. Les combattants et victimes civiles des affrontements de l'ex-Yougoslavie vivent une forte dépression, le *post traumatic stress disorder* (PTSD), ce qui a conduit l'Organisation mondiale de la Santé à lancer un programme de formation des médecins pour soigner les hommes atteints de cette maladie.

La notion d'effets induits renvoie directement à la sociologie du risque environnemental. Elle consacre l'hypothèse que tout conflit armé, tant par la puissance technologique et les stratégies militaires qu'il engage, que par la nature même des contextes politiques, des structures économiques, sociales et culturelles dans lesquels il se déploie, ouvre les potentialités au déploiement de crises sectorielles

1. Suite aux plaintes émanant d'adhérents de l'Association des victimes militaires et civiles de la guerre du Golfe (Avigolfe), le parquet de Paris a ouvert mi-juin 2002 une information judiciaire pour « homicides et blessures involontaires ». Marie-Odile Bertella-Geffroy, chargée du dossier, avait auparavant instruit l'affaire du sang contaminé et l'enquête sur le dossier de l'hormone de croissance.

spécifiques. Les crises sanitaires font partie des premiers risques encourus. Les médecins perçoivent bien en quoi l'afflux massif de populations démunies dans le territoire exigu d'un camp accroît les risques d'épidémies telles que la tuberculose ou le choléra<sup>1</sup>. En matière de pandémie, Élisabeth Reid, ancienne responsable des programmes sur le sida du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), a montré comment dans des guerres, et notamment le Rwanda, le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) se diffuse plus rapidement qu'en temps de paix à des zones éloignées du conflit en raison du fort tissu d'interactions sociales et sexuelles existant entre les populations civiles et militaires. Le VIH circule rapidement dans une trame touchant épouses, fiancées, partenaires sexuels, victimes de viols et soldats<sup>2</sup>. L'enchaînement entre guerre et dégradation environnementale apparaît également central. Tant par les quantités massives de pétrole déversées dans le golfe Persique, que par la destruction des réserves pétrolifères de l'Irak, mais aussi la multiplication des nuages de pollution atmosphérique, la guerre du Koweït est aujourd'hui située sur l'échelle de Richter des désastres environnementaux au niveau des catastrophes de Bhopal et de Tchernobyl<sup>3</sup>.

Les étroites interdépendances entre des systèmes techniques, sociaux et culturels eux-mêmes vulnérables facilitent la propagation de la crise d'un secteur à l'autre dans un redoutable système incontrôlable de réactions en chaînes qui fait perdre de vue les causes originelles des catastrophes<sup>4</sup>. Les déplacements massifs de populations civiles chassées par l'avancée de troupes armées qui se livrent au brigandage entraînent des bouleversements écologiques qui peuvent engager des catastrophes environnementales très diverses : dégradation des forêts, destructions des ressources naturelles, voire déforestation à l'origine de glissements de terrain qui peuvent eux-mêmes détruire les habitations de fortune des réfugiés réinstallés. En n'étant

1. La crise de choléra fut particulièrement forte dans le cas des camps de réfugiés bengalis installés en Inde en 1971 lors du conflit entre le Pakistan oriental et le nouvel État proclamé du Bangladesh.

2. Élisabeth Reid, Un avenir ? À condition de rester en vie... L'épidémie de VIH et ses enjeux, in (sous la dir. de Jonathan Moore), *Des choix difficiles. Les dilemmes moraux de l'humanitaire*, Paris, Gallimard, 1999, p. 347 et suiv.

3. T. M. Hawley, *Against the Fires of Hell. The environmental Disaster of the Gulf War*, New York, Harcourt Brace Jovanovitch Publishers, 1992.

4. Il s'agit là d'un point essentiel qui pose des difficultés majeures en termes d'action sur le terrain pour les ONG et organisations internationales humanitaires. En cherchant à agir sur des segments spécifiques, soit parce qu'ils recouvrent leur compétence, soit parce qu'ils sont la partie visible des difficultés accumulées, les acteurs ont conscience de leur impuissance à enrayer l'ensemble d'un processus qui les dépasse dans ses phases et ses résurgences sous d'autres formes ou en d'autres points du territoire.

plus circonscrite dans l'espace et le temps, la guerre engage derrière elle une somme de catastrophes articulées les unes aux autres par un processus dynamique de crises qui se confortent les unes aux autres. Au sujet des risques écologiques, Patrick Lagadec avait utilisé la notion physique de *contexte métastable*, soit un contexte apparemment stable et équilibré et dont la moindre action extérieure en cristallise la fragilité au point d'en altérer l'équilibre et le fonctionnement de manière irréversible<sup>1</sup>. Cette notion s'applique sans réserve aux conflits armés. Par les fortes densités de population qu'elles concentrent, les villes encore plus que les campagnes, facilitent l'amplification et la propagation des crises résultant de l'accumulation des effets induits de la guerre. L'exemple du Rwanda le montre en matière de santé publique. L'afflux de 800 000 réfugiés rwandais en quelques jours autour de la ville de Goma au Zaïre, consécutif au génocide des Tutsis du Rwanda a entraîné une épidémie explosive de diarrhée infectieuse entraînant dans les camps la mort d'environ 50 000 personnes<sup>2</sup>. En matière de sida, les taux d'infection semblent avoir nettement progressé en milieu urbain après le génocide de 1994. Les viols perpétrés par les miliciens malades dans le but de transmettre volontairement le sida auraient touché plus de 250 000 femmes. La diffusion du sida dans les situations de conflit et d'après-conflit agit sur les relations sociales, les capacités de production et conduit à l'insécurité, l'anarchie, l'agitation politique et la violence. De même qu'une urbanisation non maîtrisée aggrave les catastrophes naturelles – ce qui s'est encore tristement vérifié lors du séisme du Salvador le 13 janvier 2001 –, la guerre menée en ville est de nature à complexifier l'ampleur des désastres, à les enchaîner les uns aux autres dans une spirale de l'horreur. À partir de la guerre, s'accumulent des risques environnementaux, des risques naturels, des risques sociaux et politiques. La nouvelle géographie des désastres montre que les plus grands risques se concentrent logiquement en ville, lieu d'amplification des conflits armés et des catastrophes naturelles.

## CONCLUSION

Parce ce qu'elle s'interroge sur les processus de constitution des catastrophes, mais aussi sur les conditions d'action en situation d'urgence et de défaillances technologiques, la sociologie du risque

1. Patrick Lagadec, *États d'urgence. Défaillances technologiques et déstabilisation sociale*, op. cit., p. 22.

2. Jean Rigal, *Épidémies et réactions internationales*, in (sous la dir. de Rony Brauman), *Utopies sanitaires*, Paris, Éditions Le Pommier, 2000.

offre donc un cadre scientifique pertinent pour conduire l'étude des guerres et des conditions de l'action d'urgence en situation de conflit armé. Même si la guerre paraît parfois un épiphénomène pour la sociologie du risque, les évolutions récentes des conflits armés – fragmentation, dissémination, dissymétries, complexification – renvoient précisément à la production d'effets induits tels que la définit la sociologie du risque dans le champ environnemental. La guerre ne peut plus être analysée comme la seule relation entre des objectifs envisagés et des résultats obtenus mais comme un rapport entre des objectifs et une somme d'effets induits plus ou moins calculés, imaginés et imaginables : destruction inexorable du cadre naturel, dissémination de pollutions spécifiques, impacts physiologiques...<sup>1</sup> Les conditions de « sortie » de guerre relèvent des modalités spécifiques de gestion de crise qui doivent intégrer, outre les problèmes géostratégiques des enjeux de gestion, des incidences de la guerre au plan social, humain et technologique. En tant qu'analyse de l'action en situation de crise, la sociologie du risque est à même d'aider les opérateurs à agir dans des contextes de conflits armés et à les aider à construire de nouveaux systèmes de conduite du projet qui prennent en considération la multiplicité des interactions et enchaînements entre les catastrophes.

*Institut d'Urbanisme de Grenoble*  
*Université Pierre-Mendès-France*  
*Université Grenoble II Sciences sociales*

1. Nicolas Skrotaky, *La terre victime de guerres*, Paris, Sang de la terre, 2002.